

Grand débat national

Synthèse et enseignements des réunions locales organisées en structures d'accueil pour personnes âgées et pour personnes handicapées

La voix singulière des plus vulnérables pour l'intérêt général

Le Cercle Vulnérabilités et Société a organisé des ateliers destinés à recueillir la parole des personnes les plus vulnérables, principalement sur le thème de la démocratie et de la citoyenneté, et à la restituer dans le cadre du Grand débat national.

Les personnes âgées fragilisées et les personnes en situation de handicap, notamment psychique, ont ainsi pu faire entendre une voix singulière qui met souvent à mal bien des idées reçues. A terme, leurs propositions se présentent comme une opportunité de progrès pour tous. En dépit de leur situation de fragilité – grand âge, handicap, précarité ...-, la politique (au sens large et noble du terme) est un thème qui suscite chez elles de l'enthousiasme et de l'intérêt. Il procède même d'un véritable décentrage et d'une volonté claire de dépasser la sphère de leur quotidien pour penser aux autres catégories de la population : les jeunes, les aidants, les enseignants... avec qui, parallèlement, ils souhaiteraient avoir davantage d'interactions.

Adef Résidences, AD-PA, L'Arche à Paris, AG2R La Mondiale, Fondation Partage & Vie, Korian, Les Petits frères des pauvres, Maisons de Famille, et l'Œuvre Falret, membres du Cercle Vulnérabilités et Société, se sont engagés dans cette opération inédite destinée à recueillir la parole de leurs résident(e)s ou ayant-droits, non pas sur les problèmes liés à leur situation particulière, mais pour leur permettre de contribuer en tant que citoyens à la réflexion qui engage notre avenir commun. A des fins de représentativité, ces rencontres se sont déroulées en Ile-de-France (Paris, Seine-Saint-Denis, Essonne) comme en région (Gard, Indre). Au total, 10 réunions locales ont eu lieu, réunissant au total plus de 200 personnes en situation de fragilité.

Sur le plan méthodologique, ces ateliers ont souvent fait l'objet d'un travail préparatoire - sous forme de réunion préalable – de façon à dépasser la simple doléance et faire émerger une pensée construite et partageable avec l'ensemble des Français. Selon le cas, des modes d'animation plus adaptés au public (outils d'expression et de communication adaptés, travail en petit groupe, reformulation...) ont été mis en œuvre.

Sommaire :

1. Pour les plus vulnérables, 4 constats majeurs fragilisent la société et le vivre ensemble
2. Deux idées au cœur de plus de 50 propositions
3. Le regard de l'équipe du Cercle V&S

1- Pour les plus vulnérables, 4 constats majeurs fragilisent la société et le vivre ensemble :

- 1. Au plan décisionnel, les personnes âgées et handicapées pointent du doigt le différentiel croissant entre décideurs/monde politique et le reste de la population.** Elles regrettent ainsi que les décisions, prises au plan national et régulièrement influencées par les corps intermédiaires, apparaissent souvent comme très déconnectées du terrain, d'autant qu'elles ne font que peu ou pas l'objet de pédagogie de la part d'« *élus qu'on ne voit jamais* ». Pour elles, cette situation conduit à une forme de déshérence démocratique, notamment de la part des plus jeunes, et constitue, avec l'absence d'éducation citoyenne, « *l'un des facteurs explicatifs de l'abstention et plus largement du désintérêt pour la vie publique* ».
- 2. Au plan économique, les personnes vulnérables déplorent l'évolution de la répartition des richesses qui apparaît de moins en moins tenable, à un moment où « la seule valeur qui est défendue, c'est l'argent. ».** De ce point de vue, la notion de progrès a été régulièrement interrogée par les participant(e)s (« *il faut commencer à penser avec le cœur et moins avec les intérêts économiques* »), de même que la priorisation des dépenses publiques, lesquelles devraient davantage servir la préservation du commun : la santé, l'éducation et la sécurité doivent être prioritaires. Selon elles, cette situation apparaît comme contraire à une vision de la démocratie majoritairement construite sur l'idée de solidarité où « *l'un des moteurs de la citoyenneté est que les plus forts puissent soutenir les plus fragiles* ».
- 3. Au plan organique, les personnes vulnérables soulignent le décalage croissant entre la réalité et les évolutions du monde et l'organisation actuelle de la société :** « *on est au XXIème siècle et on fonctionne comme au 19ème* ». Et cela au plan juridique, administratif (lourdeur à l'heure des organisations agiles, montage d'entreprise...), démocratique (centralisation, faible prise en compte de l'individu), éthique et social. Cette situation les a amenées à questionner plus largement le rôle de l'Etat dans sa capacité à préserver l'autonomie du citoyen (« *La démocratie ce n'est pas se contenter de parler, c'est aussi agir pour la société* ») au regard d'une approche souvent normative et vécue parfois comme « *surprotectrice et entravant la liberté d'entreprendre* ».
- 4. Enfin, au plan de l'intergénérationnel, les personnes vulnérables (notamment âgées) regrettent les carences en termes de transmission de valeurs.** Alors que la communauté s'inscrit dans une histoire et des valeurs, ces carences conduisent selon elles à un éloignement, à une absence de dialogue profitable entre les vieilles générations « *considérées comme d'un autre temps* » et les plus jeunes, alors que précisément « *la citoyenneté, c'est fait de rencontres physiques : c'est avoir en face de soi une identité, un visage, une expérience différente qui fait sa richesse* ». Dans ce contexte, les règles de socialité qui « font groupe » sont sévèrement secouées : l'école ne semble plus jouer son rôle, tant du point de vue de l'égalité que de la pédagogie (« *tout le monde a son bac, ça signifie qu'il ne vaut plus rien* ») ; et la famille est critiquée, s'agissant notamment du rôle des parents, dans sa capacité à faire grandir les enfants (« *ça manque d'autorité, les parents maintenant ils laissent tout passer* », « *les parents n'y arrivent plus, certains sont trop occupés par rapport à ce qu'on vivait avant* »).

2- Deux idées au cœur de plus de 50 propositions

Au terme des rencontres, les groupes interrogés auront formulé plus de 50 propositions visant à :

1. **Passer d'une logique centralisée à une logique d'accompagnement au plus près du terrain et,**
2. **Assurer la transition d'une société de défiance vers une société de confiance.**

Ces propositions portent principalement sur :

La relocalisation démocratique et co-production des décisions, y compris législatives : accroissement du nombre d'élus locaux (et baisse du nombre de parlementaires), participation systématique des personnes fragiles aux instances décisionnelles, ajustement local des lois (ex. le 80 km/h), simplification des démarches administratives...

Le renforcement de l'accès aux dispositifs de connaissance et d'exercice démocratique : information pré-électorale, délocalisation des lieux de vote au plus près des lieux de vie des personnes fragiles, cours d'instruction civique à l'école, « *continuer à organiser des débats, des espaces de discussions : pour une démocratie vivante* ».

L'évolution des modes d'exercice du vote : s'inspirer des démocraties scandinaves, prendre en compte le vote blanc, rendre obligatoire le vote...

La meilleure utilisation des ressources et de l'expérience des personnes âgées ou handicapées : participation à l'élaboration des programmes scolaires, intervention au sein des écoles et des entreprises, valorisation de leur compétences...

La revalorisation et la transmission des valeurs de la république : remise en place d'un service militaire (mixte et court), soutien éducatif aux parents, accorder des avantages aux citoyens engagés....

3- Le regard de l'équipe du Cercle V&S

Quand la parole est donnée aux plus vulnérables

A l'occasion du Grand débat initié par le Président de la République, le Cercle a souhaité solliciter la parole des personnes âgées fragilisées, des personnes handicapées, précaires, ou encore malades, non pas sur les problèmes liés à leur situation particulière, mais pour recueillir leur avis de citoyen sur les sujets de société qui engagent notre avenir collectif, tels que l'écologie, la démocratie et la citoyenneté.

A l'issue d'une dizaine de rencontres au sein de structures d'accueil pour personnes âgées (EHPAD) ou handicapées (MAS, FAM), d'associations et d'amicales de retraités... le résultat est étonnant et éloquent. Il illustre le formidable pouvoir de la parole des plus vulnérables.

Lorsqu'elle est proprement donnée, la parole autorise ces personnes qui se sentent souvent « assignées à isolement », à retrouver un sentiment de pleine appartenance à leur pays. Pouvoir donner leur avis, valoriser leur expérience unique au bénéfice de tous, leur a permis, durant ce temps au moins, d'affirmer avec force leur identité propre, de s'extraire de l'enfermante logique du statut de « dépendant » ou « handicapé », au profit d'une dynamique affirmée de citoyen.

Pleinement accueillie, cette parole rappelle aussi à tous ceux qui les accompagnent, soignants, bénévoles associatifs, intervenant socio-sanitaires, que derrière le résident ou l'ayant droit, il y a une toute l'épaisseur d'une expérience de vie « hors norme », une pensée, des opinions, une richesse intérieure qui dépasse de très loin le seul corps fragile. Nombreux sont ceux qui, ayant assisté aux débats, sont repartis avec une perception considérablement plus riche des personnes qu'elles côtoient ou accompagnent pourtant depuis des mois ou des années.

Enfin, quand elle est partagée, la parole conduit à de nouvelles formes d'innovation sociale. Les échanges, et plus encore les frictions inhérentes à la passion que cet exercice a suscitées, ont permis de croiser des idées, d'enrichir les opinions et de dépasser avec hauteur le simple « cahier des doléances », pour permettre aux plus fragiles d'apporter une contribution active au débat, souvent mue par le souci de l'intérêt général.

La situation et le vécu de ces personnes, littéralement « hors norme », semblent ainsi leur avoir permis de poser un regard plus affûté sur la situation de notre pays. Loin de se focaliser sur elles-mêmes, leurs analyses et propositions se sont révélées majoritairement guidées par une formidable attention à la jeunesse et un désir vif de transmettre leur expérience pour favoriser la solidarité au sein de toute la communauté.

La première étape du Grand débat est désormais derrière nous. Les enseignements que l'on peut en tirer semblent inviter à se donner les moyens de poursuivre le dialogue, de maintenir dans la durée le lien et la stimulation qui a jailli de ces rencontres de proximité avec les plus vulnérables d'entre nous. Une nouvelle forme d'exercice démocratique est peut-être en train de voir le jour. Plus proche, mais aussi beaucoup plus inclusif.